Lyon, ville interdite de séjour aux individus assujettis à la surveillance de la haute police (1832-1838)

Xavier Moroz

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/193>

DOI : 10.4000/ch.193

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Xavier Moroz, « Lyon, ville interdite de séjour aux individus assujettis à la surveillance de la haute police (1832-1838) », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 44-2 | 1999, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/193> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.193>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Lyon, ville interdite de séjour aux individus assujettis à la surveillance de la haute police (1832-1838)

Xavier Moroz

RÉSUMÉS

La réforme introduite dans le code pénal napoléonien par la loi du 28 avril 1832 modifie profondément le régime d'exécution de la surveillance de la haute police. Dès lors, cette peine se caractérise par une restriction plus ou moins grande apportée à la liberté de locomotion de ceux qui y sont assujettis. Il s'agit en effet d'éloigner de tous les points sensibles du royaume ceux dont la condamnation pénale laisse présumer un état dangereux. Or, parmi ces localités interdites figure, depuis une circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 18 juillet 1833, la métropole lyonnaise. L'objectif de cet article est donc de montrer de quelle manière cette interdiction de séjour fut mise en œuvre à Lyon et les problèmes qu'elle souleva, notamment du fait des communes suburbaines.

The reform introduced into the Napoleonic penal code by the Law of April 28, 1832, modified profoundly police surveillance methods. Subsequently this penalty was characterized by a more or less severe constraint of the freedom of movement of any individual on whom it was imposed. Because they were considered a menace to society by virtue of their convictions, these individuals were actually distanced from every sensitive spot in the realm. A bulletin from the Minister of the Interior dated July 18, 1833, placed Lyon among the forbidden locales. The purpose of this article is to show how this interdiction was implemented in Lyon and the surrounding area between 1832 and 1840, as well as to discuss the resulting problems.

INDEX

Mots-clés : Police

Index chronologique : XIX^e siècle